

# La République

Quotidien d'information générale - Série III n° 1033 Prix : 2000 Fc

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, [www.nyota.net](http://www.nyota.net)

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

## Kalev rattrapé par son passé de bourreau

(Lire en page 12)

**Jeux d'influence: l'heure du Corse Beveraggi**



(Lire en page 2)



AGH 2020

Suivi de l'accord FCC-CACH

**FCC accusé de boycotter les réunions**

(Lire en page 2)

Elections

**Bemba dans le viseur du FCC**

(Lire en page 2)

**MAZEMBE**

**Muleka fait ses valises pour l'Europe**

(Lire en page 11)

Elections

# Bemba dans le viseur du FCC

Il aurait fallu attendre quelques heures après l'annonce du retour de Jean-Pierre Bemba pour que les attaques débutent. La candidature de Bemba à la présidentielle a été vertement critiquée par le porte-parole de la majorité présidentielle, Alain Atundu, lors d'un point de presse tenu à Kinshasa. Celui-ci pense que le leader du MLC ne peut prétendre briguer ce poste à cause de ses contentieux avec la CPI.

En RDC, la polémique enfle déjà. Le retour de Bemba après dix ans passés à la CPI suscite de vives réac-

tions au sein de la classe politique congolaise. La dernière en date est celle de la majorité présidentielle. Au cours d'un point de presse organisé ce vendredi, Alain Atundu, s'est penché sur la candidature de l'un des opposants le plus redoutable au président Kabila qu'est Jean-Pierre Bemba.

Dans un discours très offensif, cet ancien cadre de l'ANR a fait référence à l'article 10 de la loi électorale en vigueur. Selon lui, JP Bemba est condamné par une décision irrévocable. Il lui est impossible de postuler.



Poursuivant son allocution, le porte-parole de la mouvance présidentielle a rappelé la RDC est signataire du traité de Rome. Sur ce, leur famille politique ne « saurait transiger à la loi ».

Pour eux, le leader du MLC doit prendre un engagement à ne pas se présenter aux scrutins prévus en décembre.

Sans tarder, la secrétaire du MLC a balayé d'un revers de la main la déclaration de

l'un de lieutenant de la mouvance présidentielle. La subordination des témoins est une affaire « subsidiaire », a-t-elle fait savoir.

Jean-Pierre Bemba a été désigné candidat à l'issue du congrès organisé à Kinshasa. Le candidat a réaffirmé lors de sa toute première prise de parole dans un hôtel bruxellois qu'il va concourir à la magistrature suprême. Il a également plaidé pour la candidature unique de l'opposition pour la présidentielle.

Grevisse Tekilazaya

Suivi de l'accord FCC-CACH

## FCC accusé de boycotter les réunions

"Ce sont nos amis du Front commun pour le Congo [FCC] qui avaient, à l'époque, séché les réunions du Comité de suivi [de l'accord signé avec Cap pour le changement]. Ils avaient leur agenda de destituer Jean-Marc Kabund", accuse, ce 10 août, Augustin Kabuya, secrétaire général ad intérim de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) interrogé sur les causes de l'interruption brusque de ces rencontres régulières entre les membres de la Coalition au pouvoir.

Alors le coordonnateur du

FCC Néhémie Mwilanya, révélait, en marge de la marche organisée, fin juillet dernier par son camp, que c'est plutôt leurs "frères [de CACH de Félix Tshisekedi qui] ont boycotté 3 rencontres. Le FCC était au lieu du rendez-vous", avait-il insisté.

Vers une reprise des pourparlers ?

Augustin Kabuya dit avoir "suivi, comme tout le monde, dans les réseaux sociaux, l'annonce de la reprise des discussions entre les membres du Comité de suivi de l'accord FCC-CACH".

"En tant que membre, je ne reconnais pas un seul instant où nous nous sommes retrouvés pour évoquer cette reprise mais", tempère-t-il tout de suite, "il y aura un temps où nous allons reprendre les discussions".

Seulement, énonce le secrétaire général intérimaire du parti présidentiel, "on devrait arrêter avec les discussions pour honorer les mémoires de nos amis [militants UDPS] tués dans les conditions que tout le monde connaît", c'est-à-dire lors de la marche anti-Malonda et propositions de lois Minaku et Sakata.

Ronsard Malonda, page tournée

Augustin Kabuya, qui assure qu'il n'y a pas de préalables à la reprise des travaux du Comité de suivi FCC-CACH, note tout de même un sujet qui ne devrait plus figurer à l'agenda des discussions en l'occurrence "l'affaire Ronsard Malonda", du nom de l'homme désigné par 6 confessions religieuses sur 8 pour présider la centrale électorale congolaise et dont la candidature avait été entérinée par l'assemblée nationale.

Pour Augustin Kabuya, "c'est une page déjà tournée. On ne reviendra pas sur ça parce que cette affaire a occasionné des pertes en vies humaines", tranche-t-il.

Top Congo (le titre est de LR)

## Jeux d'influence : l'heure du Corse Beveraggi



Depuis l'avènement au pouvoir de la dynastie Kabila, la chronique congolaise des affaires et de la politique a été maintes fois défrayée par d'influents businessmen étrangers. Après le Belge George Forrest, l'Israélien Dan Gertler, c'est l'heure du Corse Pascal Beveraggi.

Pascal Beveraggi, la cinquantaine, est le fils du vice-président de la fédération du bâtiment de Haute Corse. Flamboyant, aimant fourrures et porsches, il se targue, selon ses interlocuteurs, d'être proche des Grimaldi. C'est au moins vrai géographiquement : il a enregistré en 2011 le siège d'une de ses sociétés, Luxury Diffusion, dans la principauté.

Pascal Beveraggi est indéniablement l'homme d'affaires qui monte au Congo. Aux dernières nouvelles, selon les syndicalistes de la Société des Mines d'Or de Kilomoto (Sokimo), il serait détenteur de titres miniers dans l'Ituri pour le compte de la junior Pianeta Mining, qui a fondé une joint-venture avec la SOKIMO.

Mais Pascal Beveraggi est surtout connu depuis qu'il a assumé en 2015 la gestion de la Mining Company of Ka-

tanga (MCK) de l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, fondée en 1997. Spécialisée dans la découverte et l'évacuation de minerais de cuivre et cobalt, elle employait alors 2000 personnes et possédait une flotte de centaines d'engins et de camions, réalisant un chiffre d'affaires annuel de 170 millions de dollars.

Katumbi, qui souhaitait se lancer dans la course à la présidentielle, a vendu MCK – dont la société Astalia Investment Ltd, gérée par son épouse Carine, détient 85 % des actions – à Necotrans Mining, société mauricienne, filiale de la compagnie française Necotrans Holding. Conformément au contrat, 20 millions de dollars sont payés comptant, le reste (120 millions de dollars) devait être réglé en trois ans. Necotrans Mining confie alors la gestion de MCK à Pascal Beveraggi, qui la renomme NB Mining.

Après quoi, on assiste à un rapprochement entre Pascal Beveraggi et l'entourage de l'ancien Président Joseph Kabila Le Corse va jusqu'à installer le portrait du général François Olenga dans le hall d'entrée du siège de NB

Mining. Selon les partisans de Katumbi, d'autres kabilistes – l'ex-patron de l'Inspection générale de la police, le général John Numbi; l'ancien boss de l'Agence nationale de renseignements, Kalev Mutond et l'ancien conseiller diplomatique de Kabila, Kikaya Bin Karubi, qui présente Pascal Beveraggi à l'ancien Président – lui auraient conseillé de placer MCK en redressement judiciaire après l'avoir asphyxiée pour la contraindre à la liquidation. La trésorerie de l'entreprise aurait été siphonnée et transférée à Dubaï sur des comptes appartenant à des proches de Kabila. Selon ces sources, il fallait empêcher que Katumbi puisse, grâce aux 120 millions de dollars lui revenant, financer sa campagne électorale contre Kabila.

NB Mining et la société mère, Necotrans Mining, sont effectivement placées en redressement judiciaire en 2017. Astalia investment Ltd veut faire jouer son droit de préemption pour racheter ses parts dans NB Mining. C'est alors que, le 25 août 2017, le Tribunal de commerce de Paris ordonne la cession de Necotrans Mining à la société Octavia de Pascal Beveraggi, implantée également en Afrique du Sud, au Ghana, en Guinée, en Zambie, en Angola et au Moyen Orient.

Coup de théâtre : le 15 mai 2018, la Cour d'appel de Paris annule la cession de 85 % des actions de Necotrans Mining à Beveraggi et confirme le droit de préemption d'Astalia investment. C'est cependant une coquille vide qui revient dans le giron de

(Suite en page 8)

### La République

2, Avenue des Entreprises,  
Immeuble Sema, Gare centrale,  
Kinshasa-Gombe

#### Directeur de Publication

Jacques Famba

#### Coordonnateur de la Rédaction

Boendy Bo Lokanga

+243999199410

#### Collaborateurs

Boendy BL

Gaston Liande

#### Rédaction

Enquête et Reportage

Boendy BL

Jacques Famba

#### Secrétaire de rédaction

Beni Joel Dinganga

#### technique

Benoit Mutshipayi

#### Secrétaire de rédaction

PAO

Abedi Salumu

#### Direction Commerciale et Financière

Dominique Lumumba

0815011886, 0997440728

#### Lubumbashi

Freddy Tshijika

Jean L. Mwamba

#### Distribution

Bertin Sefu

Senga Jean-Victor

#### Vente

-

#### Images

Dieudonné Kanyinda

Bram's

Reprise des enseignements

# Félix Tshisekedi donne le go à partir de Kinshasa

Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a donné, lundi, à l'Institut de la Gombe, à Kinshasa, le coup d'envoi de la reprise des activités scolaires sur l'ensemble du territoire national, après 4 mois de suspension des cours consécutives à l'état d'urgence sanitaire qu'il a décrété le 24 mars dernier.

« On a privilégié les classes terminales... tout se passera bien, nous allons y veiller. Ce que nous vous demandons, c'est de faire attention avec la maladie de Coronavirus... Que Dieu vous bénisse, attachez-vous à lui et vous verrez que, tout va aller... », a-t-il déclaré aux élèves.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités du secteur de l'enseignement primaire et secondaire, dont le ministre et le vice-ministre de l'EPST, au cours de laquelle on a noté que les gestes barrières pour contrer la propagation de la COVID-19 ont été strictement respectés dans plusieurs établissements scolaires, dans la ville de Kinshasa.

Une présence remarquable des élèves finalistes des niveaux primaires et secondaires ainsi que des enseignants a été observée entre autres aux Lycée technique et scientifique de Limete, à l'EP4 et 7 Lisala, dans la commune de Kasa-Vubu, à l'Ecole Notre-Dame d'Afrique et l'Institut littéraire



et technique Mokengeli dans la commune de Lemba, à l'EP 6 au quartier Yolo et au Lycée Boyokani, dans la commune de Kalamu, EP II au quartier Mushie dans la commune de Lingwala, ainsi qu'au Lycée Ste Germaine dans la commune de N'djili.

Partout ailleurs, les autorités scolaires ont organisé le prélèvement de la température à l'entrée de leurs établissements scolaires, l'aménagement des kits de lavage des mains devant les salles des classes.

Selon l'Inspecteur principal provincial adjoint du secondaire (IPPAS) du district de Mont Amba, Pierre Masey Kitaka, qui s'est confié à l'ACP, les activités ont effectivement repris, avec un maximum de rigueur en ce qui concerne notamment le port obligatoire de masque, le respect de la distanciation

physique entre élèves et le lavage régulier des mains.

A l'Institut littéraire Mokengeli, la directrice Clémentine Ngalula Mukeba a affirmé que son établissement a fait l'effort de s'aligner aux décisions du ministère de l'EPST sur la reprise des cours dans le respect des gestes barrières, rassurant que les élèves sont repartis au nombre de vingt dans chaque salle, pour garantir la distanciation physique.

Par ailleurs, dans ces différentes écoles, il a été observé également la présence de divers supports de sensibilisation des écoliers à la pandémie de la COVID-19 notamment au Lycée Boyokani, où ont été postées des affiches reprenant le respect des mesures barrières, sur les valves, les murs et les salles de classe, en vue de mettre les élèves dans un cadre de sensibilisation permanent à l'existence de la pandémie, a, pour sa part, déclaré le directeur d'études, Nico Mopati.

Distanciation respectée ? Pour combien de temps ?

Il a aussi affirmé que tous les 185 finalistes du cycle secondaire de son établissement ont repris les cours et ils ont été installés dans les conditions exigées par les autorités du secteur de l'enseignement et de la santé.

M. Pierre Ndabi Ndasikanga, titulaire de classe à l'EP 6 au quartier Yolo dans la commune de Kalamu, a fait savoir que dans chaque salle de classe, les enseignants ont veillé au port de masque tout en insistant sur le strict respect de la distanciation, avant d'ajouter que les enseignants ont expliqué aux apprenants les particularités de cette pandémie.

Plus de 120 finalistes du cycle primaire repartis dans 6 salles de classe ont

participé aux cours, a-t-il conclu.

De leur côté, certains écoliers ont salué la reprise des cours, bien que ceci les soumet devant des défis à relever à cet effet, notamment celui de rattraper le retard causé par la COVID-19, avant de passer l'Examen d'Etat.

Le directeur de la province éducationnelle de Tshangu, Robert Kongi Mugomu, a affirmé, lundi, que la reprise des classes a été effective dans les établissements scolaires de sa juridiction, au terme d'une ronde qu'il a effectuée dans la journée.

Il s'est respectivement rendu à l'Ecole primaire et secondaire de Bahumbu, Bakondji, Don Bosco à Masina et Révérend Kim à Ndjili. Il a réaffirmé à l'issue de cette tournée, que la rentrée a été effective car, de nombreux élèves se sont présentés dans leurs classes respectives et ont étudié dans le strict respect des mesures barrières.

Robert Kongi a remercié le Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, pour l'effectivité de la reprise des activités scolaires, avant de distribuer à titre symbolique un lot important des cache-nez aux élèves et quelques kits de lavage des mains dans les écoles visitées.

« Il n'y aura pas de temps pour la récréation afin d'éviter l'engouement à la cour des écoles et chaque élève est prié de retourner directement à la maison » a-t-il révélé, promettant des sanctions à l'encontre des récalcitrants.

De son côté, le préfet du Collège Don Bosco, Grégoire Kifuaya, a invité les élèves à approfondir la préparation du TENAFEP qui aura bel et bien lieu, dans les dates fixées par le ministère de tutelle, sachant que tout fonctionne sur base d'un calendrier serré.

Par ailleurs, les cours ont repris effectivement dans toutes les écoles de tous les réseaux du quartier Kingabwa, a constaté, lundi, l'ACP. S'il y a certaines absences d'élèves, ont indiqué certains chefs d'établissements, cela est dû soit pour raison de santé soit par réticence de parents qui doutent encore de cette reprise.

Le mot d'ordre du Syndicat des enseignants du Congo (SYECO), recommandant aux enseignants de boycotter la reprise des activités. ACP/LR

« Ça va vite entre Kinshasa et Washington »

Le premier groupe d'officiers FARDC sera en formation aux USA en septembre

Des dizaines d'officiers des FARDC pourront partir en formation aux Etats Unis au mois de septembre prochain. Dans une interview exclusive accordée lundi 10 août à Radio Okapi, l'ambassadeur américain en RDC, Mike Hammer, a annoncé qu'il s'agit d'une première vague d'une série de formations qui s'étalera sur plusieurs années.

« On a programmé pour commencer au mois d'août, mais ce sera compliqué en raison de covid-19. J'espère que ça commencera en septembre. Il y aura des dizaines d'officiers qui pourront participer. Et on peut continuer. C'est une chose qui a été faite en concert avec le ministère de la défense. Il nous dira quels sont les officiers qualifiés pour suivre les divers cours qui se feront pendant des

Différend frontalier RDC-Zambie

## Concertations lors de la prochaine 10ème de la Commission mixte

Une délégation mixte composée d'experts des ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères a quitté Kinshasa, dimanche, pour Lubumbashi, dans le Haut-Katanga, pour participer à la 10<sup>ème</sup> session de la Commission permanente mixte Défense et sécurité entre la RDC et la Zambie.

Cette session, s'inscrit dans le cadre du retrait, la semaine dernière, des troupes zambiennes des localités de Lubamba et de

Kalubamba, situées, entre les lacs Tanganyika et Moero, au Sud-est de la RDC.

Pour décanter cette situation, rappelle-t-on, le Chef de l'Etat congolais Félix-Antoine Tshisekedi avait privilégié la voie du dialogue et pacifique au lieu de choisir l'option militaire, alors que l'armée zambienne avait occupé ce territoire congolais de 3.000 habitants pendant 4 mois, faisant fuir la population.

SUD-KIVU

## Le BCNUDH formule 5 recommandations contre l'insécurité

Au terme de son rapport sur les violations des droits de l'homme dans la province du Sud-Kivu, perpétrées entre les mois de février 2019 et juin 2020, le Bureau Conjoint des Nations-Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) a formulé une série des recommandations aux autorités nationales et provinciales congolaises, aux communautés locales, aux groupes armés et à bien autres acteurs impliqués.

Aux autorités congolaises au niveau national et provincial, le BCNUDH a formulé les 5 recommandations suivantes :

1. Envoyer un message clair aux leaders communautaires et aux groupes armés sur leurs

responsabilités dans la commission des atteintes et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ;

2. Prendre des actions urgentes pour prévenir et condamner les discours de haine, et poursuivre les auteurs d'incitation à la xénophobie et à la violence ;

3. Renforcer la présence des forces de défense et de sécurité dans les territoi-

res affectés, ainsi que la fourniture de moyens adéquats assortie d'un contrôle et une supervision étroite pour

limiter le trafic des armes et pour effectuer convenablement les missions de protection des civils, y compris des personnes déplacées internes, et mettre fin à la violence ;

4. Renforcer la présence des institutions étatiques et des autorités judiciaires compétentes pour poursuivre les responsables de violations et atteintes aux droits de l'homme et garantir le droit des victimes à la justice, à la vérité et à la réparation ;

5. Et poursuivre le dialogue sur les efforts de paix entre les communautés et considérer un processus de justice transitionnelle pour établir des garanties de non-répétition.

Aux groupés armés, le BCNUDH adresse les 2 recommandations ci-après :

1. Cesser immédiatement toutes les attaques contre les civils, les camps de déplacés, les pillages et les viols, qui peuvent

(Suite en page 6)

## RDC - ALLEMAGNE

## Huit projets ferroviaires à exécuter dès la semaine prochaine

Le Directeur de cabinet a.i du Chef de l'État, Désiré Kashmir Kolongele Eberande, a eu une séance de travail, sur instruction du Chef de l'État, lundi à la Cité de l'Union africaine, avec une délégation d'investisseurs allemands, venus finaliser les contacts avec les officiels congolais, sur des questions relatives à l'exploitation ferroviaire et énergétique en République démocratique du Congo.

Selon Dr. Gernot C. Wagner (Photo ci-contre), homme d'affaires allemand et Consul général honoraire de la RDC en Allemagne, sa délégation est venue parachever les démarches auprès des autorités congolaises, relatives à la coopération économique. Il s'agit de la matérialisation de la coopération dans les domaines ferroviaire, énergétique, avec le projet Grand Inga et de production de l'hydrogène pour son exportation vers les pays de l'Union européenne.

Pour l'exploitation ferroviaire, huit corridors sont visés, à savoir la connexion Banana- Kinshasa; Kinshasa- Ilebo; Ilebo-Tenke, la connexion avec Angola; Dilolo-Kolwezi; Lubumbashi- Sakanya, la frontière avec la Zambie et aussi la connexion avec le Kasai.

Pour M. Wagner, l'exécution de ces projets débute dès la semaine prochaine, étant donné que tous les experts spécialisés



sés dans les études de faisabilité sont sur place à Kinshasa. La RDC est très riche en potentialités, avec une population intelligente et jeune qui veut travailler avec des partenaires extérieurs, a encore dit l'investisseur allemand.

Des experts Congolais en matière d'investissements et d'affaires ont assisté à cette réunion. La présence des investisseurs allemands en RDC fait suite à la dernière visite, en novembre dernier, du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en Allemagne, où il a rencontré la Chancelière allemande, Angela Merkel et des hommes d'affaires allemands, a conclu Dr. Wagner.

Presse Présidentielle  
(Le titre est de LR)

## Situation économique

## Des bons signaux, selon le Comité de conjoncture économique

Le Comité de Conjoncture Economique a apprécié la stabilité de la situation économique en RDC, à l'issue de la réunion de ce mardi 11, tenue au siège du Gouvernement, sous la direction du Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba.

Selon le vice-Premier ministre, ministre du Budget, Jean Baudouin Mayo Mambembe qui a fait le compte-rendu de cette séance, cette stabilité est la conséquence des efforts fournis par les institutions de la République et la population. « Il s'est constaté au cours de cette réunion que la situation est en train de se stabiliser, les efforts fournis par l'ensemble des institutions et le peuple congolais ont produit des effets. Il faut poursuivre sur la même lancée », a déclaré Mayo Mambembe.

Il a fait savoir que les membres du Comité de conjoncture ont examiné, à cette

occasion, la note de conjoncture présentée par le vice-Premier ministre, ministre du Plan, et la note d'information sur le secteur minier présentée par le ministre des Mines et complétée par le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC).

Le Comité de Conjoncture Economique, rappelle-t-on, est composé des ministres du Budget, du Plan, d'État Travail et Prévoyance Sociale, de l'Économie Nationale, du Commerce Extérieur, des Mines, des Finances, ainsi que de la BCC.

Cependant, depuis le début de la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19, le Comité de conjoncture économique associe régulièrement la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et l'Association nationale des entreprises du Publique (ANEP). ACP

## Préservation des acquis démocratiques

## Mise sur pied d'une dynamique contre le dialogue

Les différents acteurs de la dynamique pour la consolidation des acquis démocratiques se sont succédés tour à tour à la tribune pour faire entendre leur voix se penchant sur les questions traduisant l'inquiétude des Congolais notamment les questions politiques, sociales et économiques. C'était à l'occasion de la mise sur pied d'une structure dénommée « Groupe de la Dynamique », le lundi 10 août dernier dans la salle Fatima de la paroisse du même nom. Les orateurs ont fait savoir qu'ils étaient en possession d'une réflexion qui semble sensée, et non destinée à rejeter tout ce qui a précédé dans l'effort de la réforme de l'État.

Quelques recommandations ont été formulées au cours de cette rencontre notamment de s'abstenir de nourrir et d'entretenir des crises dans le seul objectif d'affaiblir les uns et de se positionner seul sur la scène politique, de s'unir sur les fondamentaux que l'indépendance, la souveraineté et l'unité de la nation et de la primauté du bien du peuple congolais. Et sur cette base, à la faveur de nos expériences, d'oser adopter un modèle d'agencement des mécanismes institutionnels visant à interioriser et à inculquer la démocratie pour la coller aux croyances collectives qui entraînent l'adhésion populaire, à nos cultures et expériences et ainsi la rendre connaturelle au Congo et son peuple, entre autres.

Cette dynamique a comme animateurs et signataires, le professeur Auguste Mampuya, Jean Jacques Bemba, maître Gini Nzibe, honorable Banza Kabwe, maître Kitapindu Kanina honorable Solange Masumboko entre autres.

BM

## Reprise des cultes

## Gentiny Ngobila appelle au respect strict des gestes barrières

Dans un message de sensibilisation adressé aux confessions religieuses ce lundi 10 août 2020, le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila, insiste sur le respect des gestes barrières après l'ouverture des églises ce samedi 15 août 2020.

Pour vaincre coronavirus, l'autorité de la ville pense que les « lave-mains ainsi que des savons liquide doivent être disposés à l'entrée des lieux de culte ; Le port obligatoire des masques par tous les participants ; le prélèvement obligatoire de la température à l'entrée dans l'enceinte du lieu de culte ; la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux voisins. ».

Et d'ajouter : « l'occupation des trottoirs par les fidèles pendant les heures de cultes doit se faire dans le strict respect de l'ordre public et des gestes barrière et avec l'autorisation du bourgmestre de la commune ».

La police nationale congolaise passera régulièrement dans tous les lieux des cultes afin de contrôler. Les contrevenants devront payer des amendes.

En marge de la reprise des cultes, le Gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a rappelé à tous les responsables des confessions religieuses le respect strict des dispositions pratiques y relatives notamment les gestes barrières. C'est ce que l'on peut lire dans un communiqué de presse du 10 août 2020 de l'Hôtel de Ville de Kinshasa dont une copie est

parvenue à Politico.cd. Selon ledit communiqué, la levée de l'état d'urgence sanitaire par le président de la République, Félix Tshisekedi depuis le 21 juillet pour l'ensemble de la République et du 15 août pour les églises, est un événement tant attendu par les chrétiens. À cette occasion, Gentiny Ngobila rappelle aux églises les dispositions pratiques relatives à la reprise des cultes dans la ville province de Kinshasa :

- Disposer des laves-mains ainsi que des savons liquides à l'entrée des lieux de culte;

- Le port de masque par tous les participants est obligatoire ;

- Le prélèvement de la température à l'entrée dans l'enceinte du lieu de culte est obligatoire ;

- La distanciation physique d'au moins un mètre entre deux voisins.

Toujours dans ce même communiqué, le numéro un de l'exécutif provincial poursuit que l'occupation des trottoirs par les fidèles pendant les heures des cultes doit se faire dans le strict respect de l'ordre public et des gestes barrières et avec l'autorisation du bourgmestre de la commune. En cas de non respect, puisque les services de la police feront la ronde à chaque moment, la personne qui va se soustraire de ce communiqué sera sommé de payer les amendes y relatives, conclut Gentiny Ngobila dans son communiqué.

LR

## Produits pétroliers

## La révision des prix concernera l'ensemble du pays

Le président du Groupe Professionnel des Distributeurs des Produits Pétroliers (GPDPP) et Directeur général de la société Engen, Charles Nikobasale, soutient que la structure actuelle des prix des produits pétroliers sera revue pour l'ensemble du pays et non seulement pour les opérateurs de la zone Sud-Est où il y a une grève depuis le 6 août. L'objectif étant de conformer les prix du carburant aux cours du pétrole sur le marché international mais aussi au taux de change de la monnaie nationale au niveau de la République démocratique du Congo.

C'est ce qui ressort de la séance de travail tenue le lundi 10 août avec la ministre de l'Économie du gouvernement central, Acacia Bandubola Mbongo.

« Il n'y a pas de parties Sud, de partie Ouest ou de partie Est. La structure des prix c'est pour tout le pays. Donc, quand il y aura une révision de la structure des prix, ça sera pour tout le pays. Le plus important c'est le dialogue permanent et constant entre l'État et les opérateurs économiques. Quand il y a un dialogue, il y a toujours une solution. Les opérateurs économiques sont là pour la solution. L'État est là aussi pour la solution. Ensemble, on évolue positivement avec des solutions consensuelles. Ce que nous pouvons dire c'est que le gouvernement a pris à cœur tous les problèmes et va les résoudre. En tout cas, nous confirmons l'engagement du gouvernement à résoudre tous les problèmes et l'engagement des opérateurs économiques à soutenir l'État et la nation pour qu'il y ait un approvisionnement permanent et continu », a dit Charles Nikobasale à l'issue de la réunion avec la patronne de l'Économie nationale.

Le gouvernement a donc levé l'option pour une revue de la structure des prix des produits pétroliers pour la conformer à la réalité du marché tant au niveau national qu'international.

« Nous venons d'avoir une très bonne

réunion avec le ministre de l'Économie nationale. La réunion portait sur les questions majeures du secteur de pétrole. La question était le problème sur la structure des prix. Le prix actuel est basé sur une structure avec un taux de change de 1700 francs Congolais le dollar américain. Ce qui est loin de la réalité. Et les prix ont fortement augmenté sur le marché international. Et puis, le volume, suite à la fermeture avec l'Angola a fortement augmenté. Ce qui favorise la maîtrise des prix. Toutes ces questions, nous nous sommes convenus, dans le cadre du partenariat toujours positif, que les paramètres vont être revus pour qu'on puisse tendre vers une vérité des prix. Ça c'est vraiment un message important. Vous avez vu qu'au sud du pays les opérateurs ont réagi avec une grève mais ici nous avons dit privilégions les dialogues. Avant d'entreprendre un dialogue, il faut toujours un échange entre les parties pour qu'on trouve une solution consensuelle et apaisée pour tout le monde. Mais surtout pour la population qui attend des opérateurs économiques et de l'État un service fiable et de bonne qualité. Vraiment, tous les problèmes ont été discutés et nous nous sommes convenus que les paramètres vont être revus dans la transparence et soumis à la décision du gouvernement prochainement. Les problèmes sont contenus. On s'en sort très content parce qu'on a senti un partenariat solide et fort entre l'État et les opérateurs économiques », a confié le président du Groupe professionnel des distributeurs des produits pétroliers.

Au cours de la dernière réunion du Conseil des ministres tenue le vendredi 7 août, le président de la République, Félix Tshisekedi, avait recommandé les ministères concernés à maintenir le dialogue avec les opérateurs économiques du secteur pétrolier en vue de trouver une solution au problème de la structure des prix du carburant.

Amédée Mwarabu  
(Le titre est de LR)

Conférence budgétaire de l'exercice 2021

# Les recettes et des dépenses publiques sous analyse

Le vice-Premier ministre, ministre du Budget, Jean-Baudouin Mayo, a ouvert lundi à Kinshasa, la conférence budgétaire de l'exercice 2021 en vue d'analyser et d'examiner les recettes et les dépenses publiques en se référant à la lettre d'orientation de chaque institution, indique la cellule de communication dudit ministère dans un communiqué.

Ces assises de 10 jours réunissent les agents et cadres des régies financières, des services publics et des administrations générales, répartis en quatre groupes d'ateliers.

Le ministre Mayo a exhorté les participants à tenir compte de la réalité imposée par la pandémie de Covid-19 sur les finances publiques.

Auparavant, les experts du ministère du Budget notamment, ceux de la Direction générale de programmation et politique budgétaire ont échangé de vues sur la



même question avec les délégués de l'Assemblée nationale.

Cet avant-projet du Budget 2021, sera

soumis au gouvernement pour adoption par le Parlement, rappelle-t-on.

## Grève des pétroliers

# Thérapeutique : la vérité des prix !

Des discussions très enrichissantes ont eu lieu lundi à Kinshasa entre la Ministre de l'Économie nationale, Acaïa Bandubola et les opérateurs du secteur. Il s'agissait de matérialiser la recommandation du président de la République de dialoguer avec les pétroliers afin de trouver rapidement un terrain d'entente.

Au cours de cette séance de travail, la ministre a écouté religieusement les doléances des pétroliers, même celles de ceux venus du Sud et de l'Est du pays. A cette occasion, Mme Bandubola Mbongo les a appelés au calme. La patronne de l'Économie a rassuré ses hôtes que le gouvernement de la République « ne ménagera aucun effort pour consolider ce partenariat gagnant-gagnant, tout en privilégiant l'intérêt supérieur de la population ».

De son côté, le porte-parole des pétroliers a indiqué s'en tenir à l'engagement de l'État congolais à résoudre cette problématique dans un avenir proche.

« Dans le cadre du partenariat positif, partenariat mutuel, nous nous sommes convenus que tous les paramètres vont être revus dans la transparence pour qu'on tende vers la vérité de prix. Et après les conclusions seront soumises à la décision très prochainement du gouvernement. Et donc, on s'en sort très content parce qu'on a senti un partenariat commun, solide et fort », a indiqué le président d'Engen RDC qui a tenu à rappeler que la structure de prix est là même pour l'ensemble du pays.

« Il n'y a pas de partie Ouest, partie Sud ou partie Est. La structure de prix est la même



pour tout le pays. Quand il y aura révision de prix, ça sera pour l'ensemble du pays. Le plus important, c'est que l'État, le gouvernement a pris à cœur tous les problèmes de la structure de prix et va les résoudre. Et donc nous nous acheminons vers une solution consensuelle. Nous confirmons une fois de plus que l'engagement du gouvernement à résoudre rapidement tous les problèmes liés à la structure de prix », a-t-il ajouté.

D'autre part, le patron d'Engen-RDC a réaffirmé auprès de la Ministre de l'Économie nationale, la détermination des pétroliers de soutenir l'État par un approvisionnement permanent et continu de carburant.

## Projet Inga 3

# Les Chinois et les Espagnoles en jonction de capitaux !

Le projet Inga 3, la première des six phases du grand Inga, entre dans une phase déterminante, notamment avec la fusion des consortiums chinois et espagnol impliqués dans le développement du projet.

Ces derniers ont conclu, le 7 août 2020 à Kinshasa, un accord de fusion dans le cadre de la matérialisation de ce vaste barrage hydroélectrique en Rd Congo, selon le chargé de communication de l'Agence de développement du Projet Grand Inga (ADPI), Patrick Kabuya.

« Pas de géant pour Inga 3 : les consortiums chinois & espagnol viennent de fusionner, conformément à l'accord de développement exclusif signé depuis l'an 2018 », peut-on lire sur le compte tweeter de Patrick Kabuya.

Après cette fusion, indique-t-il, les prochaines étapes devraient être successivement la pose de la première pierre, la réalisation des études complémentaires, la création de la société du projet, les travaux préparatoires, le bouclage financier, la concession, la construction ainsi que les contrats commerciaux.

Les consortiums fusionnés forment un nouveau consortium unique, composé de six sociétés à majorité chinoises dont China Three Gorges Corporation (gestionnaire du gigantesque barrage des Trois-Gorges en Chine), une unité de State Grid Corporation et AEE Power Holdings Sarl d'Espagne.

D'autres sources renseignent que c'est depuis octobre 2018 que les deux groupes Chinois et Espagnol avaient concouru pour le projet Inga 3 en tant que Co-

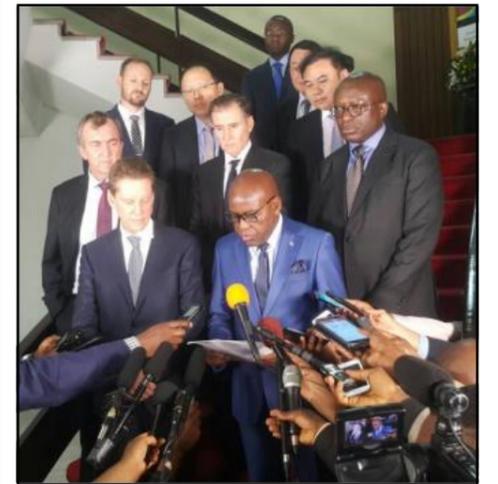
développeurs. D'une capacité de production de 11.000 mégawatts pour un coût d'investissement estimé à plus de 13,9 milliards USD, Inga 3 est la première de six phases du méga projet Grand Inga.

La construction de Inga 3 a pour objectif notamment de pallier le déficit énergétique des sociétés minières implantées dans le grand Katanga (RDC) et d'exporter une partie de l'énergie électrique pour alimenter l'industrie Sud-Africaine.

Une bonne partie de l'électricité produite devrait alimenter les autres consommateurs de la République démocratique du Congo. Signalons par ailleurs qu'en RDC, le taux d'électrification se situe encore en deçà de 15% alors que le pays regorge l'un des plus grands barrages hydroélectriques du monde.

Jeanric Umande

# Grogne du secteur minier invité à renflouer les caisses de l'Etat



Pour faire face à la dépréciation du franc congolais et renflouer les caisses de l'État, les autorités de la République démocratique du Congo comptent, une fois de plus, sur le secteur minier. Elles appellent les entreprises du secteur à respecter la règle des 60% de rapatriement des recettes d'exportation, règle prévue dans le code minier. Mais elles leur demandent aussi de payer pleinement la TVA, entre autres taxes. Ces derniers jours, la Chambre des Mines s'est réunie à deux reprises. Ses membres ne cachent pas leur mécontentement face aux mesures annoncées.

Fin juillet, la direction des douanes envoie une note à tous ses services les enjoignant de faire payer l'intégralité des taxes à l'importation et à l'exportation, rapporte Sonia Rolley, du service Afrique de RFI.

Parmi ces taxes, la TVA de 16%, c'était une demande du FMI. Mais cela inquiète le secteur minier qui dit ne pas parvenir pas à se faire rembourser cette TVA au point qu'aujourd'hui, selon la chambre des Mines, l'Etat devrait à ses membres plus ou moins un milliard de dollars. C'est ce qui aurait justifié la mise en place d'un système de compensation.

L'autre point de discorde pour le secteur minier, c'est d'avoir été mis en demeure de rapatrier 60% de ses recettes d'exportations pour, selon la Banque centrale, aider à stabiliser le franc congolais. La BCC avait même menacé de sanctions ces opérateurs. Or selon un document interne du ministère du Mines, entre juillet 2018 et juin 2020, plus de 8 milliards de dollars ont été rapatriés, soit plus de 64% du total des recettes d'exportations.

Le secrétaire général aux Mines a proposé la mise en place d'une commission ad hoc à la BCC pour harmoniser les vues. « On essaie de nous faire passer pour des mauvais payeurs, il y a peut-être quelques entreprises qui ne sont pas en règle, mais nous faisons notre part dans un contexte difficile », assure un opérateur minier.

Selon la chambre des Mines, l'essentiel des transactions dans ce secteur se font en dollars et n'ont donc que peu d'impact sur le franc congolais.

RFI

## NORD-KIVU

# Les bons points de la société civile aux FARDC

La société civile du secteur de Rwenzori salue la bravoure des FARDC qui sont en opérations militaires dans cette zone. Selon son président, Wilson Paluku, plusieurs localités et agglomérations qui étaient jusque-là sous contrôle des groupes armés ainsi que des ADF sont désormais sous contrôle de l'armée.

Il s'agit des localités de Kabalwa, Loselose, Miyende, Bahatsa, Ntoma et Mwenda. La société civile du secteur de Rwenzori appelle les autorités militaires et politico administrative à bien vouloir renforcer la sécurité dans cette région.

« Nous remercions nos éléments des FARDC qui sont en train de se battre matins et nuits pour la stabilité dans notre région en secteur Rwenzori. Pour ce, nous lançons un

appel vibrant à toutes les autorités politico-administratives, à toutes les autorités militaires tant civiles de nous tenir mains fortes puisque nous avons des rumeurs de la situation sécuritaire dans le Kikingi au niveau de Watalinga, qu'il y a des groupes M23 qui veulent jute entrer dans cette région. C'est pour cela que nous lançons cet appel aux autorités de mettre toutes les disponibilités pour empêcher des tels manigances de ne pas se présenter dans notre région. Aussi de nous aider à mener des enquêtes, à être en franche collaboration avec les civils et que aussi les civils soient en franche collaboration avec les autorités politico-administratives dans notre région », a déclaré Wilson Paluku, président de la société civile du secteur de Ruwenzori.

## SUD-KIVU

# 171 violations de droits de l'homme documentés entre février 2019 et juin 2020

Entre février 2019 et juin 2020, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a documenté 171 violations et atteintes des droits de l'homme et violations du droit international humanitaire commises dans le contexte du conflit dans les zones de Mikenge, Minembwe et Itombwe par des groupes armés et les forces de défense et de sécurité

(en particulier des militaires des FARDC). De ces violations et atteintes, 85% sont imputables aux groupes armés et près de 15% aux FARDC. Selon les informations collectées et analysées par le BCNUDH, 38% des victimes sont de la communauté Banyamulenge, 25% Bafuliuru, 13% Banyindu, 12% Bashi et 9% Bembe 3%.

radiokapi.net

# Reprise effective des cours dans les écoles de Bukavu

La reprise des cours est effective lundi 10 août 2020, dans les écoles publiques de la ville de Bukavu au Sud-Kivu. Si tous les élèves des classes des sixièmes étaient présents ce matin, seuls quelques enseignants ont répondu à l'appel.

Le ton de la reprise a été donné par la ministre provinciale de l'EPST Sud Kivu, Geneviève Mizumbi accompagné du Proved Sud Kivu 1, Yoy Bokete.

La ministre s'est rendue à l'athénée royale d'Ibanda. « La rentrée a bel et bien eu lieu ce lundi 10 Aout 2020. Raison pour laquelle je me suis déplacée ici à l'athénée royale d'Ibanda où j'ai eu à sensibiliser les élèves contre la Covid 19. Il n'y a que les élèves finalistes qui sont là dans les salles de classe », a-t-elle précisé

A l'issue de la distribution des masques de protection offerts par l'Unicef, une fille de la 6e année primaire a exprimé sa reconnaissance à Mme la ministre : « Madame la ministre de l'EPST, nous vous remercions de nous avoir donné des masques de protection pour nous protéger contre la maladie de Covid-19 qui s'éparille dans le monde entier. »

Dans la plupart des écoles catholiques de Bukavu, seuls les élèves finalistes étaient visibles. Un groupe d'enseignants qui ont tenté de manifester ce même lundi ont été dispersés quelques minutes seulement après la marche. La police n'a pas donné l'occasion aux enseignants d'atteindre même l'hôtel de Bukavu. Les cours ont repris également dans les écoles privées.

## BAS-UELE

# Les «Mbororo» une épine dans les pieds de la population

La Dynamique Culturelle pour le Développement du Bassin de l'Uele, (DCDBU) exige l'expulsion immédiate des éleveurs étrangers appelés «Mbororo» de la Province du Bas-Uélé.

Dans une pétition adressée au Chef de l'État dont une copie est parvenue lundi 10 août à Radio Okapi, la DCDBU pense que cette voie est l'unique garantie de l'unité et de l'intégrité du Territoire national.

De l'avis de la DCDBU, ces éleveurs armés ont la volonté manifeste d'occuper un espace du territoire national au détriment de la population locale.

Pour preuve, argumente cette plate



Des éleveurs Mbororo. Photo Teseum

forme culturelle, les exactions commises sur la dite population, la poussant ainsi à fuir son milieu naturel, l'expose à l'insécurité alimentaire et sanitaire alors qu'elle vit de l'agriculture, de la pêche, de la chasse et de la cueillette.

## ITURI

# Plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie des militaires au front

Désormais tout enterrement sera fait par les équipes de la riposte contre la Covid-19. Cette décision ressort de la rencontre tenue ce lundi 10 août entre le ministre provincial de la santé, Kakule Kanyere et les partenaires internationaux du domaine.

Le maire intérimaire de la ville de Beni, Modeste Bakwanamaha qui a aussi participé à cette rencontre, précise que les corps des défunts ne seront plus exposés dans des familles et les enterrements ne se feront plus que par les équipes de l'Enterrement Digne et Sécurisée (EDS).

« Nous venons d'arrêter des mesures au cours de cette rencontre tel que, désormais les EDS ou les équipes de l'enterrement digne et sécurisée, vont ramasser tous les corps dans les

structures de santé si quelqu'un arrive à nourrir dans une structure de santé nous demandons à la population ou la famille de laisser cette tâche aux équipes de EDS vont être conduit à la morgue par des équipes de la riposte et ce sont les mêmes équipes de la riposte contre la COVID-19 qui vont s'occuper de l'enterrement et la famille ne sera représenté par une petite poignée des personnes c'est-à-dire c'est le même schéma pour Ebola », a déclaré le maire intérimaire de la ville de Beni, avant de préciser : « Nous revenons au schéma qui faisait qu'on sort le corps de la morgue pour les cimetières. Ça c'est une mesure et une mesure beaucoup plus général pour nous tous c'est port des masques ou cash-nez. En tout cas à Beni nous devons comprendre que la maladie est déjà là et les gens sont en train de mourir. »

## LOMAMI

# Des victimes d'incendie passent la nuit à la belle étoile

Plus d'une centaine d'habitants des localités de Likasi, dans les groupements Ebula et de Malale, dans le territoire de Lubao (Lomami) vivent dans des conditions déplorables après l'incendie de leurs maisons par le feu de brousse.

Selon l'Administrateur de territoire de Lubao, Kasongo Lukengo, ces habitants vivent sans abris, et sont actuellement dépourvus de plusieurs biens dont les ustensiles de cuisine depuis bientôt deux semaines.

L'administrateur du territoire de Lubao demande ainsi aux hommes de bonne vo-



lonté et aux organisations internationales à venir en aide aux familles sinistrées.

## SUD-KIVU

# Le BCNUDH formule 5 recommandations contre l'insécurité

(Suite de la page 3)

constituer des crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et dont les responsables, directs ou indirects, s'exposent à des poursuites et à des sanctions par les juridictions nationales et internationales ;

2. Et Déposer les armes et engager un processus de démobilisation et de désarmement, gage d'une paix durable dans la région.

Aux communautés, le BCNUDH adresse les 3 recommandations suivantes :

1. Travailler ensemble pour mettre fin à la violence et soutenir les autorités gouvernementales, le système judiciaire et la société civile pour la restauration de la paix, la stabilité et la lutte contre l'impunité ;

2. S'abstenir de s'engager avec ou de soutenir les groupes armés et résister aux appels à la violence, à la haine et à des représailles pour empêcher une nouvelle escalade de la violence ;

3. Et Soutenir et s'engager dans le dialogue pour promouvoir la réconciliation, la coexistence pacifique et s'engager à respecter le processus de paix.

A la MONUSCO, le BCNUDH formule les 7 recommandations ci-après :

1. Poursuivre le soutien aux efforts de restauration de l'autorité de l'Etat dans les hauts plateaux ;

2. Plaider auprès des autorités judiciaires et soutenir les initiatives pour des progrès dans la lutte contre l'impunité ;

3. Continuer à soutenir le monitoring, les enquêtes et la documentation des graves atteintes et violations aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, les attaques contre les camps de déplacés, la destruction de villages et les discours de haine ;

4. Renforcer le déploiement de la force dans les hauts plateaux et à Lulimba dans le

sud du territoire de Fizi pour dissuader les groupes armés d'attaquer les civils ;

5. Intensifier les patrouilles conjointes FARDC-MONUSCO aux moments/lieux à haut risque et élargir le rayon des patrouilles ;

6. Accélérer le soutien aux FARDC pour renforcer et améliorer les mesures de sécurité et protéger les civils, en conformité avec la politique de diligence en matière de droits de l'homme des Nations-Unies ;

7. Et Renforcer les mécanismes d'alerte précoce et d'intervention rapide.

Aux acteurs humanitaires, le BCNUDH adresse les 3 recommandations suivantes :

1. Continuer à fournir une assistance humanitaire aux personnes déplacées, spécialement celles qui n'ont pas encore été enregistrées et celles vivant dans des familles d'accueil ;

2. Avec le soutien de la MONUSCO, identifier des moyens pour fournir l'aide humanitaire aux déplacés qui ont été difficiles à atteindre pour des raisons d'accessibilité et de sécurité ;

3. Et Etablir une diligence raisonnable rigoureuse des organisations humanitaires qui acheminent l'aide humanitaire en vue d'éviter la création d'une économie de guerre.

Enfin, au bureau de l'Envoyé spécial du secrétaire général des Nations-Unies pour la région des Grands Lacs, le BCNUDH formule l'unique recommandation suivante :

1. Utiliser les bons offices pour faciliter le dialogue avec les groupes armés étrangers dans le cadre de l'accord cadre d'Addis-Abeba avec les pays voisins, ainsi que leur désarmement,

Il convient de préciser que le BCNUDH a documenté, entre février 2019 et juin 2020, 171 atteintes aux droits de l'homme dont 128 exécutions sommaires.

Orly-Darel Ngiambukulu

# Grève des pétroliers de la zone Sud-Est: la FEC rassure

Le Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilukamba, a présidé, ce mardi 11 août, à l'immeuble du gouvernement une réunion de travail avec une délégation de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) du secteur Pétrolier des provinces du Haut-Katanga, du Lualaba et du Nord-Kivu. Les échanges ont concerné la problématique de la structure des prix des produits pétroliers dans la zone Sud-est.

Le Président de la FEC, Albert Yuma Mulimbi, a confié à la presse que la délégation a été rassurée de l'implication du Chef du gouvernement pour une résolution très rapide de cette question, précisant que la grève ne profite ni aux populations, ni aux opérateurs économiques, et encore moins à l'Etat congolais

« Il y a une crise qui a été déclenchée par un échec relatif de précédentes négociations sur la révision de la structure des prix pour la zone sud-est. C'est ce qui justifie la très grande délégation du Katanga, Lualaba et Nord-Kivu. Le premier ministre a invité de nouveau cette délégation à revenir à Kinshasa pour montrer l'importance qu'il attache à trouver la solution à ce problème. Il est heureux que les congolais se soient investis dans ce secteur de la distribu-



tion des produits pétroliers. Il dit comprendre les revendications d'équité et de justice dans l'établissement des termes de la structure des prix entre toutes les zones du pays. Dans la conduite de la réunion, nous avons été rassurés par le Premier ministre et les deux membres du Gouvernement qui l'ont accompagné qu'ils étaient ouverts. On aura avant de quitter Kinshasa, une nouvelle structure qui aura pris en compte la majorité des revendications des pétroliers du sud et de l'est. La grève ne profite à personne. La FEC est déterminée prendre les dispositions pour ne plus faire souffrir nos populations », a rassuré Albert Yuma.

La délégation, conduite par le Président de la FEC Albert Yuma, était composée des présidents des fédérations précitées et de plusieurs ministres provinciaux. Côté Gouvernement cen-

tral, on a noté la présence du Ministre d'Etat, Ministre des Hydrocarbures Rubens Mikindo Muhima et de la Ministre de l'Economie nationale Acacia Bundubola.

Pour rappel, la ministre de l'Economie, Acacia Bundubola Mbongo, avait également eu une séance de travail, le lundi 10 août à son cabinet, avec les pétroliers regroupés au sein du Groupe Professionnel des Distributeurs des Produits Pétroliers (GPDPP) autour de toutes les questions de la structure des prix des produits pétroliers non seulement pour la zone Sud-Est mais pour l'ensemble de la République démocratique du Congo, rapporte la Cellule de communication du ministère de l'Economie.

Jordan MAYENIKINI

## Réformes électorales

### Le groupe de 12 et la société civile pour une feuille de route commune

Le groupe de 12 personnalités politiques et sociales signataires de l'appel du 11 juillet pour un consensus en RDC sur le processus électoral a eu une série des consultations avec le Cadre de Concertation Nationale de la Société Civile de la RDC.

Durant ces consultations, il a été question pour les deux parties de scruter ensemble les enjeux de l'heure en République Démocratique du Congo.

De ces consultations, la société civile et le Groupe de 12 personnalités se sont accordés sur la nécessité d'œuvrer ensemble en faveur d'un consensus visant la mise en train des réformes électorales majeures devant conduire à la restructuration de la CENI, la révision de la loi électorale et par voie de conséquence de certaines dispositions constitutionnelles relatives aux élections.

En outre, les deux parties ont convenu sur la nécessité de renforcer la communication en vue de permettre aux communautés de bien cerner la démarche de groupes des 12 personnalités qui "ne vise pas l'accès au pouvoir par un dialogue.

"Le groupe de 12 personnalités réitère son engagement à poursuivre la vulgarisation de son appel du 11 juillet 2020 en faveur d'un consensus national autour des questions électorales. La Société Civile en tant que population organisée à la base oeuvre à l'élargissement du champ de consensus national y compris sur les questions de gouvernance et de paix", lit-on dans le communiqué final qui a sanctionné ces consultations rendu public ce mardi 11 août 2020.

Dans la foulée, la société civile s'engage à alimenter par les éléments issus de ses consultations internes (jeunesse, femmes, confessions religieuses, syndicats et corporations), les projets des lois visant la réforme électorale.

Cependant, une réunion technique se tiendra dans un bref délai pour permettre aux 2 parties de se convenir sur une feuille de route commune en vue d'un agenda citoyen commun pour les réformes électorales et une gouvernance participatives en faveur du peuple.

Jephté Kitsita

## Kinshasa

### Travaux des conférences budgétaires sur fond de crise de covid-19

Le ministère du Budget a lancé depuis lundi à Kinshasa les travaux des conférences budgétaires pour l'exercice 2021 en perspective d'analyser et d'examiner les recettes et les dépenses publiques en se référant à la lettre d'orientation de chaque institution. Ces assises de 10 jours réunissent les agents et cadres des régies financières, des services publics et des administrations générales, répartis en quatre groupes d'ateliers.

C'est le vice-Premier ministre, ministre du Budget, Jean-Baudouin Mayo, qui a donné le go ces conférences budgétaires de l'exercice 2021, indique la cellule de communication dudit ministère dans un communiqué relayé par l'ACP.

Dans son speech, le ministre Mayo a exhorté les participants à tenir compte de la réalité imposée par la pandémie de Covid-19 sur les finances publiques.

Ces assises réunissent les agents et cadres des régies financières, des services publics et des administrations générales, répartis en quatre groupes d'ateliers.

Auparavant, les experts du ministère du Budget, notamment ceux de la Direction générale de programmation et politique budgétaire ont échangé de vues sur la même question avec les délégués de l'Assemblée nationale. Cet avant-projet du Budget 2021, sera soumis au gouvernement pour adoption avant son dépôt au Parlement au cours de la session de septembre.

Les conférences budgétaires consistent en un échange sur le niveau d'exécution des crédits budgétaires, les actions prioritaires ainsi que les politiques qui les sous-tendent en tenant compte des mesures contenues dans la lettre d'orientation budgétaire, signée par le Premier Ministre. Les conférences budgétaires visent la production du budget préfiguré après l'analyse des prévisions budgétaires des services en recettes et en dépenses.

Jordan MAYENIKINI

### Recherche universitaire

## Cap sur l'identification des poissons à l'Université de Lubumbashi

Université de Lubumbashi  
Faculté des Sciences Agronomiques  
Unité de recherche en Biodiversité et Exploitation durable des Zones Humides (BEZHU)

Nouvelles espèces des poissons décrites par les chercheurs de BEZHU-UNILU entre 2018 et 2020		Espèces des poissons redécrites par les chercheurs de BEZHU-UNILU entre 2018 et 2020	
1. <i>Acanthopoma katangaense</i> Katema Manda, B., Sironi, J., Checha Manda, A. & Vreven, E. (2018)	2. <i>Acanthopoma katangaense</i> Katema Manda, B., Sironi, J., Checha Manda, A. & Vreven, E. (2018)	12. <i>Pomoxis anabias</i> Katema Manda, B., Sironi, J., Checha Manda, A. & Vreven, E. (2018)	13. <i>Cyprinus carpio</i> Mulawa, M. C., Katema Manda, B., Deyu, E., Checha Manda, A. & Vreven, E. (2020)
3. <i>Osteochromis iporokosa</i> Schedel, F. D. B., Katema Manda, B., Abwe, E., Checha Manda, A., Vreven, E. J. W. M. N. & Schiemenz, U. K. (2018)	4. <i>Osteochromis katanga</i> Schedel, F. D. B., Katema Manda, B., Abwe, E., Checha Manda, A., Vreven, E. J. W. M. N. & Schiemenz, U. K. (2018)	14. <i>Cyprinus carpio</i> Mulawa, M. C., Katema Manda, B., Deyu, E., Checha Manda, A. & Vreven, E. (2020)	
5. <i>Osteochromis katanga</i> Schedel, F. D. B., Katema Manda, B., Abwe, E., Checha Manda, A., Vreven, E. J. W. M. N. & Schiemenz, U. K. (2018)	6. <i>Osteochromis katanga</i> Schedel, F. D. B., Katema Manda, B., Abwe, E., Checha Manda, A., Vreven, E. J. W. M. N. & Schiemenz, U. K. (2018)		
7. <i>Osteochromis katanga</i> Schedel, F. D. B., Katema Manda, B., Abwe, E., Checha Manda, A., Vreven, E. J. W. M. N. & Schiemenz, U. K. (2018)	8. <i>Osteochromis katanga</i> Schedel, F. D. B., Katema Manda, B., Abwe, E., Checha Manda, A., Vreven, E. J. W. M. N. & Schiemenz, U. K. (2018)		
9. <i>Cyprinus carpio</i> Mulawa, M. C., Katema Manda, B., Deyu, E., Checha Manda, A. & Vreven, E. (2020)	10. <i>Cyprinus carpio</i> Mulawa, M. C., Katema Manda, B., Deyu, E., Checha Manda, A. & Vreven, E. (2020)		
11. <i>Synbranchia orientalis</i> Katema Manda, B., Sironi, J., Deyu, E., Checha Manda, A. & Vreven, E. (2020)			

**Nos projets**

- Plus de 50 nouvelles espèces en cours de description
- Construction d'un local pour la conservation des collections vivantes et mortes
- Formation de chercheurs en ichthyologie

**Nos partenaires**

# Le groupe d'experts sur la colonisation déjà critiqué

**A**u nom des victimes du génocide au Rwanda, Ibuka dénonce déjà la composition du groupe d'experts et les autres associations de survivants de génocides s'associent à la démarche

A peine, après de longs débats et plusieurs désistements, le groupe d'experts destiné à baliser le travail de la Commission Vérité et réconciliation, destinée à faire la lumière sur le passé colonial de la Belgique, avait-il été mis sur pied qu'il suscitait une réaction radicale, celle d'Ibuka. Une association qui représente la diaspora rwandaise de Belgique et plus précisément les victimes du génocide des Tutsis en 1994.

Auparavant, le député Groen, Wouter De Vriendt, avait annoncé la composition d'une équipe multidisciplinaire, comprenant cinq historiens, des experts en réconciliation et des représentants de la diaspora congolaise et rwandaise. « Tous sont au sommet et ont mérité leurs galons » avait-il commenté.

Parmi l'équipe qui préparera le travail des parlementaires dès octobre, on retrouve le De Zana Mathieu Etambala (KUL et Musée de Tervuren), Gillan Mathys, (UGent) historienne et chercheuse, le professeur Elikia M'Bokolo, professeur à Paris et à l'Université de Kinshasa, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Afri-

que et de l'histoire des diasporas africaines, Anne Wetsi Mpoma, historienne de l'art et membre de l'association Bamko, Mgr Jean-Louis Nahimana, qui a dirigé au Burundi la Commission Vérité et réconciliation.

Du côté belge, où des historiens de renom comme le professeur Guy van Tamsche ou son collègue plus jeune Benoît Henriët, (VUB) ont déclaré forfait, on retrouve le Dr Pierre-Luc Plasman, historien, spécialiste de la monarchie et chercheur à l'UCL, Valérie Rosoux, (Institut Egmont et UCL), spécialiste des processus de réconciliation comme Martine Schotsman, juriste tandis que Sarah Van Beurden, (Ohio State University) s'est spécialisée dans la thématique de la restitution des œuvres d'art.

Si plusieurs noms manquent cruellement à cette liste, dont des historiens directement en prise avec les réalités actuelles du Congo, du Rwanda et du Burundi ou des chercheurs ayant abordé les questions économiques, un seul nom a suscité jusqu'à présent une levée de boucliers : celui de Me Laure Uwase, de nationalité rwandaise. Cette avocate au barreau de Bruxelles, présentée comme spécialiste de la région des Grands Lacs est surtout connue pour son appartenance à l'asbl Jambo, qui rassemble de nombreux membres

de la diaspora rwandaise en Belgique, dont des familles arrivées en Belgique dans les années qui ont suivi le génocide, accueillies dans les milieux catholiques du Nord du pays et très rapidement régularisées.

Pour les membres d'Ibuka Mémoire et Justice, parmi lesquels de nombreux rescapés du génocide des Tutsis, la nomination de Me Uwase est peut-être plus contestable encore que celle du professeur Filip Reyntjens et du journaliste Peter Verlinden, dont le seul énoncé des noms avait suscité protestations et ukases. Ibuka en effet considère que si le passé et le présent familial de Mme Uwase l'autorisent à parler de son pays, elle n'a cependant aucune légitimité particulière en tant qu'experte. Ibuka rappelle aussi avoir empêché en 2018 la tenue d'un colloque au Parlement européen, après avoir fourni des éléments démontrant que Jambo News véhiculait une idéologie niant le génocide et confondant victimes et bourreaux. La présence d'une représentante de Jambo News dans le groupe d'expert « est une insulte à la vérité historique et à la mémoire des victimes » conclut le communiqué d'Ibuka dont le nom n'a été cité, en dernier recours, que dans l'hypothèse d'une éventuelle « prise de contact ».

Cette position d'Ibuka qui re-

doute déjà « le travestissement de la vérité » est appuyée par d'autres associations incarnant la mémoire de victimes de génocides : le Comité de coordination des organisations juives de Belgique, le Centre Communautaire et laïc juif, le Comité des Arméniens de Belgique et la Fédération des Arméniens de Belgique.

Cette solidarité entre victimes de crimes contre l'humanité représente une véritable motion de défiance à l'égard du groupe d'experts. Ce dernier risque d'apparaître, malgré les qualités individuelles de la plupart des intervenants, comme intellectuellement déforcé et gravement affaibli par l'absence de voix venues du terrain.

On peut aussi se demander si, en cette période politique incertaine, il n'est pas imprudent de jouer avec une grenade dégoupillée qui risque de faire exploser les mémoires identitaires de la Belgique elle-même. Après tout, les processus de décolonisation des trois pays d'Afrique centrale, tous dramatiques, ont aussi été, pour la métropole, une sorte de miroir brisé et aujourd'hui encore, au Nord comme au Sud du pays, chez les catholiques comme chez les laïcs, chacun se retrouve tenté de faire oublier les erreurs du passé et de « défendre les siens ».

Colette Braeckman

(Suite de la page 2)

Necotrans. Car les 2000 salariés de NB Mining ont rejoint une nouvelle entité, NB Mining Africa, créée par l'homme d'affaires corse. « Il fallait tirer un trait sur les structures du passé, dangereuses pour les 2000 employés », justifie alors Pascal Beveraggi, qui affirme avoir monté une nouvelle société conforme au code minier congolais.

Dernier épisode de la saga : un arrêt de la Cour de cassation de Paris du 5 février 2020 confirme les arrêts de la Cour d'appel de Paris, annulant la cession de 85 % des actions de Necotrans Mining à Octavia. L'argument est que les parts dans Necotrans Mining, détenues par Necotrans Holding, étaient inaliénables aussi longtemps que le montant de la cession de MCK n'était intégralement payé.

Le responsable de la communication de Pascal Beveraggi et de NB Mining Africa, Papy Tamba, dans un communiqué du 23 juillet 2020 réfute ces accusations et dénonce la confusion entre-

tenu par certains journaux congolais. Pascal Beveraggi, dit-il, n'a jamais été le patron de Necotrans Mining, qui a racheté MCK en novembre 2015. À l'époque, Necotrans avait pour unique actionnaire Sophie Talbot et pour dirigeants Grégory Querel, qui a négocié l'acquisition de MCK, et un certain Jean Philippe Gouyet. Partant, les arrêts de la Cour de Cassation de Paris brandis par le camp Katumbi ne concernent Pascal Beveraggi en « aucune manière » ou n'ont pas d'incidence sur NB Mining Africa, poursuit le communicant. Papy Tamba confronté aux allégations relatives aux liens tissés entre l'homme d'affaires corse et des pontes de la kabilie, estime « ridicule de penser que NB Mining Africa doit son existence à des soutiens politiques ». Contacté par la Libre Afrique.be pour préciser la nature des relations entre son patron et les proches de

Kabila, M. Tamba n'a pas toutefois donné suite à notre requête. Une question relative à l'intérêt de Pascal Beveraggi pour l'or de l'Ituri est aussi demeurée sans réponse.

Quoi qu'il en soit, comme son rival Katumbi, Pascal Beveraggi tente d'asseoir son influence au Congo à travers le sport. Il sponsorise le FC St Eloi Lupopo, le club des mineurs, qui est un peu au TP Mazembe de Katumbi ce qu'est l'Espanyol face au Barça : un sparring partner qu'il aimerait transformer en challenger. Beveraggi a promis de faire construire un grand stade et de faire remporter à son club le championnat. Selon un politicien katangais, ces plans feraient partie de la stratégie d'implantation d'Octavia en RDC. Apparemment, Pascal Beveraggi ne lésine pas sur les moyens. En avril dernier, le FC Lupopo a annoncé avoir recruté l'entraîneur franco-italien

Diego Garzitto, ex-entraîneur d'Ajaccio et ancien coach du TP Mazembe.

Cela dit, l'engagement de Pascal Beveraggi au Katanga se fait dans une atmosphère tendue. En 2019, l'avocat Jean-Claude Muyambo, proche de Moïse Katumbi, a imputé à de présumés supporters du FC Lupopo l'attaque de son domicile à Lubumbashi.

Mais ceux qui voudraient enfermer le Corse dans l'image d'un inconditionnel de la kabilie devraient peut-être réviser leur copie. Car l'homme semble s'adapter aux circonstances. Après la mascarade électorale qui a abouti à la proclamation de la victoire de Félix Tshisekedi, le Corse s'est fait inviter à la prestation de serment du nouveau Président.

Selon des indiscrétions, parvenues à la Libre Afrique.be, il aurait alors approché la ministre congolaise

des Affaires étrangères, Marie Ntumba Nzeza, proche de Tshisekedi. L'homme d'affaires français qui avait, à ses côtés, l'ex-dirigeant de Necotrans Mining, Jean Philippe Gouyet, ancien vice-président Afrique d'Airbus Group et ancien de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), se serait présenté à la ministre comme un ami de Franck Paris, le conseiller Afrique d'Emmanuel Macron, un autre ancien de la DGSE et proche du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Durant l'entretien, Beveraggi aurait offert d'appuyer à Paris les démarches de la ministre congolaise en contrepartie d'un soutien de la Présidence congolaise à ses initiatives au Congo. Loin d'être un banal homme d'affaires, Pascal Beveraggi voudrait s'afficher comme un relais de la « diplomatie parallèle » de l'hexagone. Selon un politologue parisien, il appartiendrait à une nouvelle génération d'acteurs : celle de la Françafrique « propre », autonome des anciens réseaux. Un homme d'influence à suivre.

François Misser

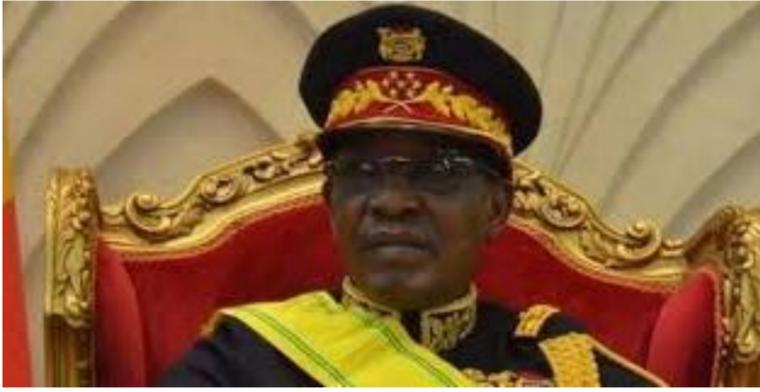
## TCHAD

## Le titre de maréchal décerné à Idriss Déby le jour des 60 ans de l'indépendance

En ce 11 août 2020, jour des 60 ans de l'indépendance du Tchad, le chef de l'Etat Idriss Déby Itno a été élevé au rang de maréchal, ultime niveau de la hiérarchie militaire, au cours d'une cérémonie spéciale à l'Assemblée nationale. Ce titre honorifique avait été attribué au chef de l'Etat tchadien en juin dernier par des députés de l'Assemblée nationale. Ce qui n'a pas tardé à créer la polémique.

Pour l'opposant Saleh Kebzabo, président de l'Union nationale pour la démocratie et le renouveau, il est inacceptable de tenir cette cérémonie le même jour que la commémoration des 60 ans de l'indépendance du pays.

« C'est un crime national que de faire coïncider cet événement avec l'anniversaire de notre indépendance. Le mode de fonctionnement que nous connaissons va faire en sorte que chaque année, on va plutôt privilégier le maréchalat et donc on va reléguer le 11 août 1960 aux calendes grecques. C'est irresponsable et personne ne peut l'accepter. »



Le chef de l'Etat tchadien a été élevé au rang de maréchal par les députés de la majorité et ceux d'une partie de l'opposition. Maître Jean-Bernard Padaré, porte-parole du MPS (Mouvement patriotique du salut), le parti au pouvoir estime qu'il est tout à fait normal que le président soit honoré le jour de la fête de l'indépendance.

« Les députés, élus du peuple, jettent un regard rétrospectif sur ce qui a été accompli en 60 ans et ils ont identifié un des enfants du pays qui a consacré le plus clair de son temps à défendre l'intégrité du Tchad,

la sécurité de nos concitoyens, donc ils ont décidé de l'élever à la dignité de maréchal le jour des 60 ans de notre pays. C'est symbolique, pour lui dire : « nous sommes fiers de votre engagement pour assurer l'intégrité de notre territoire et la défense de nos concitoyens. »

En raison de la crise du Covid, les autorités tchadiennes ont décidé de ne pas organiser le traditionnel défilé populaire, mais seulement une prise d'arme symbolique.

avec RFI

## MALI

## L'imam Mahmoud Dicko accuse la France d'ingérence dans la crise

« Nous ne voulons plus de Boubou Cissé comme Premier ministre », a martelé l'influent imam, accusant la France d'ingérence en lui apportant son soutien.

Depuis juin, le Mali est ébranlé par une profonde crise socio-politique. Et malgré des tentatives de médiation de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), aucune solution de sortie de crise n'a été trouvée. Pour la figure de proue de l'opposition malienne Mahmoud Dicko, dimanche, la France est en partie responsable car elle interférait dans la politique locale en apportant son soutien au Premier ministre malien Boubou Cissé, dont il réclame la démission.

« Nous ne voulons plus de Boubou Cissé comme Premier ministre », a martelé l'influent imam Mahmoud Dicko, lors d'une con-

férence de presse dans la capitale Bamako. « Boubou Cissé n'est pas avec la majorité, il n'est pas avec l'opposition, encore moins la société civile », a-t-il ajouté.

« La France doit nous respecter »

Sans donner de preuve de ses accusations, Mahmoud Dicko a aussi affirmé que la France est « derrière les décisions de IBK », le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, de maintenir à son poste le Premier ministre. « Je ne suis pas un ennemi de la France mais la France doit nous respecter et nous devons du respect à la France », a-t-il lancé.

Fin avril, la Cour constitutionnelle malienne a invalidé une trentaine de résultats des élections législatives de mars-avril, dont une dizaine en faveur de la majorité du président Keïta. Depuis cette déci-



sion, une coalition d'opposants, de chefs religieux et de membres de la société civile réclame le départ du président malien, au pouvoir depuis 2013.

lepoint.fr

## Présidentielle aux USA

## Des Afro-Américains demandent à Biden de choisir une colistière noire

Ils sont 100 hommes afro-américains, du rappeur Diddy à l'animateur radio Charlamagne tha God en passant par des personnalités sportives et religieuses, à avoir signé lundi une lettre ouverte demandant au candidat démocrate à la Maison-Blanche Joe Biden de choisir une colistière noire. « Ne pas choisir une femme noire en 2020 veut dire que vous perdrez l'élection », écrivent les signataires, parmi lesquels figure aussi la star de la NBA Chris Paul.

« Nous ne voulons pas avoir à choisir le moindre mal » entre Joe Biden et Donald Trump, expliquent-ils en demandant ce geste fort de la part du démocrate, alors que ce dernier doit annoncer dans les prochains jours le nom de celle qui l'accompagnera dans les urnes contre le président républicain, le 3 no-

vembre. « Depuis trop longtemps, on a demandé aux femmes noires de tout faire, de mobiliser les troupes jusqu'à risquer leur vie pour le Parti démocrate, sans reconnaissance, ni respect ni visibilité et certainement sans les soutenir assez », écrivent-ils dans leur lettre ouverte, publiée par des médias américains. « Et nous, hommes noirs, sommes solidaires avec elles. »

Mobilisation cruciale des électeurs noirs

L'ancien vice-président de Barack Obama a promis dès le mois de mars de choisir une femme pour colistière qui deviendrait, en cas de victoire, la première femme vice-présidente des États-Unis. Joe Biden doit en grande partie sa victoire à la primaire démocrate aux

électeurs noirs, qui lui avaient offert une avance écrasante sur ses rivaux en Caroline du Sud, après trois défaites humiliantes. Et leur mobilisation sera cruciale pour remporter la Maison-Blanche.

Les appels pour qu'il choisisse une colistière noire se multiplient depuis qu'un mouvement de protestation historique contre le racisme et les violences policières a saisi les États-Unis après la mort de George Floyd, asphyxié par un policier blanc fin mai à Minneapolis. Joe Biden devrait révéler son choix avant la convention démocrate, qui se tiendra du 17 au 20 août et lors de laquelle il sera officiellement désigné candidat. Elle se déroulera à Milwaukee, dans le Wisconsin, principalement en ligne à cause de la pandémie de coronavirus.

## Tensions

## La Libye, nouvelle pomme de discorde entre l'Algérie et le Maroc

Alors que l'Algérie joue un rôle de premier plan parmi les médiateurs dans la crise libyenne, le Maroc, lui, tente de rattraper son retard.

Décidément, sur tous les sujets, les relations entre le Maroc et l'Algérie semblent condamnées à être tendues. La Libye est désormais le nouveau point de crispation entre les deux voisins, note ObservAlgérie.

Pour rappel, deux camps s'opposent en Libye. À l'ouest, le Gouvernement d'union nationale de Fayez Al-Sarraj, formé sous l'égide de l'ONU et appuyé militairement par la Turquie. À l'est, le gouvernement du maréchal Khalifa Haftar, soutenu militairement par la Russie.

Alors que sur le terrain la crise s'aggrave, le site d'information algérien estime que « le Maroc

tente de parasiter la médiation algérienne en recevant d'éminentes personnalités libyennes pour promouvoir l'initiative de la création d'un gouvernement d'union nationale incluant toutes les factions libyennes ».

Fin juillet, le royaume chérifien a tenté de revenir sur la scène diplomatique en recevant plusieurs hauts responsables libyens, dont Aguila Salah Issa, le président du Parlement de Tobrouk (Est), et Khaled Al-Michri, le président du Haut Conseil d'État libyen (chambre haute du Parlement de Tripoli, dans l'Ouest). Le but : relancer l'accord de Skhirat, signé au Maroc en décembre 2015, et qui avait été suivi par la formation du Gouvernement d'union nationale, présidé par Fayez Al-Sarraj et reconnu par la communauté internationale.

## ALLEMAGNE

## Après-Merkel : la gauche a trouvé son champion

Les sociaux-démocrates viennent d'annoncer la couleur avant tous les autres. C'est Olaf Scholz, actuellement ministre des Finances et vice-chancelier, qui sera le candidat du SPD dans la course à la chancellerie de l'automne 2021. Alors que, dans le camp conservateur, les éventuels dauphins d'Angela Merkel sont encore en train de jouer des coudes dans les coulisses, la direction du SPD a décidé de jouer franco. Pas question de tergiverser pendant des mois en risquant d'affaiblir ainsi les chances du SPD. Pas question de s'entre-déchirer en public (une spécialité du parti) sur cette question déterminante pour l'avenir.

Si l'annonce soudaine de cette candidature est loin de faire l'unanimité au sein du SPD, l'aile gauche, et en particulier les Jusos, la fédération des jeunes du parti, ayant émis des doutes, force est de reconnaître qu'Olaf Scholz est le candidat qui a le plus de chances. Il est non seulement le social-démocrate le mieux placé dans les sondages et l'un des dirigeants politiques les plus appréciés des Allemands, mais aussi l'homme qui a su, aux côtés d'Angela Merkel, gérer habilement la pandémie. Sa capacité à agir rapidement en débloquent des milliards d'aide publique pour soutenir les entreprises et les travailleurs indépendants de son pays a boosté la popularité de cet homme ambitieux au sang-froid hanséatique.

Le SPD, grand vainqueur du Covid

Les Allemands, dans leur grande majorité, font confiance à



ce social-démocrate discret et pince-sans-rire, ancien maire de Hambourg. Olaf Scholz, alors ministre du Travail du premier gouvernement Merkel, fut aussi l'architecte du fameux Kurzarbeit, ce chômage partiel qui permet, en cas de période de crise, de renvoyer momentanément les salariés chez eux en évitant de les licencier. Une fois la passe difficile terminée, les salariés retrouvent immédiatement leur poste et l'entreprise peut redémarrer au quart de tour. Une mesure qui fit ses preuves au moment de la crise financière et qui a de nouveau fonctionné durant le confinement.

Le Covid-19 a d'ailleurs été une aubaine pour le SPD. Avant le mois de mars, le parti, qui n'était plus que l'ombre de lui-même, accumulait les déboires électoraux et semblait perdre tout contour au sein de la GroKo, la grande coalition CDU-CSU-SPD dirigée par Angela Merkel. Aujourd'hui, ce grand parti traditionnel n'a toujours pas remonté la pente, mais il arrive tout de même en troisième position dans les sondages (15 %), après la CDU (38 %) et les Verts (18 %). Tout indique donc qu'il est judicieux de miser sur Olaf Scholz pour les élections de l'an prochain.

lepoint.fr

Après que tout soit revenu à la normale

## Fleury Fleur invite les Congolais à ne pas négliger les gestes barrières

Présenter comme l'une des têtes bien faites de la musique congolais, Fleury Fleur artiste-musicien évoluant au sein du groupe « Cultura Pays Vie » de Félix Wazekwa, continue dans la sensibilisation contre le virus de Covid-19 avec un message concret : « *Mes frères et sœurs, bientôt tout reviendra à la normale. Notons que le Coronavirus est une réalité et continue toujours à nos côtés. Évitez les attroupelements. Lavons-nous les mains régulièrement. Si nous aimons les bisous ou les accolades, ont s'en passent pour sauver des vies. Prenez soin de vous* ».

Cet artiste-musicien qui réside dans le vieux continent a aussi éveillé la conscience de chaque Congolais sur la gravité de cette maladie qui continue de tuer sans pitié. Il a reconnu que l'heure est grave et le moment est terrible. Il demande à tout Con-

golais de prendre conscience de la gravité de cette pandémie Coronavirus.

Pour rappel, Fleury Fleur venait de lancé une chanson « Bébé ya 53 ans » sur toutes les plateformes de téléchargement. Celle-ci est chantée en featuring avec son président Félix Wazekwa. A peine larguée, cette chanson convainc déjà les amoureux de la bonne musique. Plusieurs d'entre eux se disent satisfaits par le thème exploité et d'autres par le style utilisé. Voilà ce qui fait de ce jeune artiste un bon compositeur. « Bébé ya 53 ans » est la deuxième signature de Fleury Fleur après « Premier soin » réalisée dans Cultura Pays Vie.

Il est à noter que cet artiste prépare un projet dans



lequel il chante son patron Félix Wazekwa. C'est-à-dire qu'il interprète quelques chansons à succès de celui-ci. Les travaux au studio de cette œuvre étant finis, celui-ci n'attend que l'aval de son producteur pour le mettre sur le marché.

Beni Joël Dinganga

## Le Karmapa interpelle les acteurs politiques dans «Etat de droit»

Kibinda Pembele, mieux connu sous le nom de Karmapa autrement dit «Prince de la rumba», est un chanteur congolais qui s'est toujours démarqué par ses compositions musicales caractérisées par des thèmes poignants. Depuis son premier disque «Je m'appelle toi» jusqu'à «Caligula», en passant par «Riposte» et «Le Millionnaire», il y a à manger et à boire dans chaque répertoire.

A chaque sortie des ses opus, les chansons de Karmapa dérangent et ont toujours fait l'objet de polémique dans la société. A la fois provocateur et taquin, ce chanteur, qui s'illustre en « Grand Luambo Makiadi » en miniature, chante, peint et décortique la société à sa manière.

Dans chacune de ses compositions, le prince de la rumba a toujours évoqué un message dénonciateur, fustigeant le comportement de certaines personnes dans la société. Il suffit de l'écouter à travers son titre le plus ré-



cent «Caligula» pour bien comprendre la démarche de Karpama dans la société. Son objectif principal ne vise que le changement des mentalités, pour un vrai développement et aussi l'amour entre les Congolais.

Après la chanson « Caligula » dont le contenu a fait l'objet d'une grande polémique dans le milieu des Congolais, le patron de l'orchestre Rive Droite 5ème K refait surface avec «Etat de droit», un nouveau tube. Cette œuvre est une interpellation directe des acteurs politiques invités à mettre en œuvre la pensée idéologique de feu Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Ce message s'inscrit à l'ère du

changement d'un nouvel ordre politique prôné par le père de la démocratie qui martelait : «Le peuple d'abord». Cette phrase, estime l'artiste, ne doit

pas être compris comme un simple slogan dans le marketing politique. Elle doit être pratiquée par le nouveau régime dirigé par un Président qui a beaucoup souffert et lutté pendant plus de 30 ans aux côtés de ce peuple.

A travers cette chanson, Le Karpama exhorte tous les acteurs politiques Congolais à instaurer un Etat de droit au bénéfice du peuple. Une belle inspiration saluée par les mélomanes et observateurs avertis. Car, ils estiment qu'à l'heure actuelle, la musique ne peut plus demeurer un simple objet ou moyen de divertissement ou d'ambiance.

B.J.D

## Magic System dans le tracklist de Robinio Mundibu



Annoncé pour le début de l'année 2019, « Noir et blanc », le premier album de l'artiste congolais Robinio Mundibu n'a pas toujours été rendu disponible. Lors de son passage sur le plateau d'une chaîne de télévision de la place, le chanteur a dévoilé que le célèbre groupe musical ivoirien Magic System sera dans la tracklist de son projet.

Ce groupe rejoint la liste où d'autres artistes figurent déjà notamment Awilo Longomba, Gaz Mawete, Serge Beynaud et Sarafel Obiang : « *J'étais récemment en Côte d'Ivoire et j'ai rencontré les aînés de Magic System. Ce groupe sera aussi*

*dans l'album. D'où je demande à mes fans de prendre leur mal en patience. Le projet arrive bientôt* ».

Dans ce premier album, Robinio veut offrir aux mélomanes un projet bien cuit qui comportera plusieurs couleurs. « *L'album a plusieurs styles. Il y aura de l'afrobeat, de la rumba et bien d'autres styles que vous allez découvrir. Je n'ai pas chanté seulement en lingala mais aussi en français, swahili et tshiluba. Noir et blanc est un album de tous et de partout* », avait précisé Mister Generalissimo sur le plateau d'une chaîne de télévision à Kinshasa

B.J.D

## Fabregas envisage un feat avec Innoss'B



Attendue depuis 2018, la collaboration entre Fabregas Le Métis noir et Innoss'B sera probablement disponible au cours de cette année 2020.

C'est au cours d'un live sur Instagram avec la chroniqueuse

musicale Ika de Jong que le chanteur Fabregas a lâché ses ambitions. « *J'envisage une collaboration avec Innoss'B juste après cette période de confinement. Je souhaite que ça soit un morceau chaud et dansant. J'espère qu'avec lui ça ira. Il est ouvert* », a dit l'artiste.

A la question de savoir son featuring de rêve, le nouveau membre de Sony Music Africa a tout simplement dit : « *Sans réfléchir deux fois, c'est avec Gims. Je l'apprécie. Nous discutons régulièrement mais curieusement, nous n'évoquons pas cette facette dans nos conversations. Je pense que comme c'est Sony Music qui coordonne mon côté urbain, c'est sera une idée géniale de l'invité. Je dépends de Sony. Voilà pourquoi il faut travailler avec une maison de disques* ».

Bien que le public attend le prochain projet de son groupe Light Music Villa Nova, l'interprète de « Épave » qui apprête aussi son prochain album « Radar, zone à risque », demande aux fans de savourer sans modération l'œuvre disponible depuis l'année passée : « *J'ai comme l'impression que l'opinion n'a pas encore compris sur quel point la rumba a été mise à jour. Que les mélomanes prennent le temps de déguster à fond l'actuel album 100% rumba : « Cible mise à jour »* ». Ils pourront découvrir la différence ».

B.J.D

## TP Mazembe : Muleka fait ses valises pour l'Europe

Le Tout-Puissant Mazembe va passer l'aspirateur dans son effectif avant le lancement de la saison prochaine. Plusieurs joueurs sont en instance de départ confirme le Manager des Corbeaux, Frédéric Kitengie. C'est le cas de l'attaquant Muleka qui fait ses valises pour l'Europe à l'occasion d'un contrat qui l'amène hors des frontières continentales.

Parmi ceux qui vont plier bagage, il précise qu'il s'agira de ceux qui ont signé en 2019 avant le début de la saison passée. D'autres anciens cadres pourraient également être remerciés, la direction négocie avec des clubs étrangers pour des éléments sollicités.

« Je ne peux pas dire si nous allons renforcer l'effectif, c'est encore en interne. L'évidence est qu'il y a un dégraissage parce qu'il y a des clubs en Zambie et en Tanzanie qui nous demandent les joueurs et nous sommes entrain de les dispatcher. Sur les dernières recrues de l'année dernière il y aura un



dégraissage » a précisé Kifre lors d'un entretien avec Top Congo. Affirmation qui laisse planer les doutes sur l'avenir de Deo Kanda, arrivé en fin de prêt à Simba, ou Jean Ouarega annoncé avec insistance en Tanzanie.

Quant à la reprise, tous les joueurs de l'effectif sont bel et bien à Lubumbashi. Les entraînements

devraient démarrer vers le 15 août prochain. « Il nous faut un minimum de cinq semaines pour que les automatismes reviennent. Tous les joueurs de Mazembe sont à Lubumbashi, personne n'est ailleurs. » Le retour aux affaires à Kamalondo ne tardera plus.

avec Footrdc.com

### Ancien entraîneur du DCMF

## Mwinyi Zahera rebondit dans un club ambitieux de la Tanzanie

L'ancien entraîneur du Daring Club Motema Pembe a visiblement une meilleure cote en Tanzanie. Mwinyi Zahera vient trouver un point de chute après son départ de Young Africa. L'entraîneur Congolais s'est engagé avec le Football Club Gwambina.

Ce jeune club, fondé en juin 2019 après le rachat de Arusha United, signe sa montée en première division du championnat Tanzanien de football, la Premier League. Gwambina FC a effectué une saison aboutie en Division inférieure avec a la clé une première place au classement et une moisson abondante de 44 points en 20 matches.

Mwinyi Zahera trouve un club



ambitieux ! L'ancien sélectionneur des Léopards locaux a beaucoup de défis à relever. Si le maintien en première division passe pour un impératif absolu, jouer le haut

de tableau n'est pas à écarter des ambitions du Club. Selon la presse Tanzanienne, Zahera a paraphé un bail de deux saisons.

Footrdc.com

## Mercato : AS Monaco, Jonathan Bakali passe pro

Le mercato semble s'agiter davantage sur le rocher. Cet été, le club Monegasque a du mal à cacher son faible pour les joueurs d'origine Congolaise. Ce lundi 10 août 2020, l'Association Sportive Monaco a annoncé la signature d'un contrat Pro de Jonathan Bakali.

Le joueur offensif a paraphé un bail de trois ans. Il est désormais lié au club de la principauté jusqu'en juin 2023. Jonathan a débarqué au centre de formation de Monaco à l'été 2017 en provenance de Grenoble. Âgé de 18 ans, Bakali trouve en cette signature chez les Pro, une occasion de progresser dans sa carrière.

« Signer mon premier contrat professionnel avec mon club formateur est un rêve qui se réalise. Cela me donne encore plus



de force et de détermination afin de poursuivre ma progression et atteindre mon objectif qui est de porter un jour le maillot de Monaco avec l'équipe première », a-t-il fait savoir sur le site officiel

du Club.

Arrivé au centre de formation de l'AS Monaco à l'été 2017, le joueur offensif âgé de 18 ans s'est engagé avec les Rouge et Blanc jusqu'en 2023. Footrdc.com

## Bayern - Barcelone: Messi traumatise déjà la Bavière !

À Barcelone, la presse catalane lance déjà le quart de finale face au Bayern ! Forcément, c'est Lionel Messi qui fait la couverture du *Mundo Deportivo*. « L'Argentin est le cauchemar du Bayern Munich », titre carrément le quotidien. Leo, qui sera remis de son coup reçu samedi soir contre Naples, pourra jouer vendredi. « Le numéro 10 blaugrana est la bête noire du prochain rival du Barça en Ligue des champions ». Messi a laissé un goût amer aux Bavarois avec un doublé en 2009 et un autre en 2015. Sauf que le Bayern est lui en pleine forme en cette fin de saison, c'est d'ailleurs 26 victoires et 1 match nul depuis décembre. Ce qui pro-

met un duel très intéressant. Le journal *Sport* estime de son côté que « Messi est le facteur X » !

Le sextuple Ballon d'Or est en grande forme et grâce à lui le Barça se voit capable de se battre pour le titre final. Messi va d'ailleurs devenir le joueur qui a disputé le plus de quarts de finale de la Ligue des Champions et il est aussi le meilleur buteur à ce stade de la compétition. Le journal *Kicker* se penche lui sur le duel au sommet entre les deux gardiens allemands : Marc André Ter Stegen et Manuel Neuer ! Et ce sera « un duel de géants », titre le bi-hebdomadaire et c'est toute l'Allemagne qui en salive d'avance !

## Ronaldinho va être bientôt jugé



Ronaldinho avec son frère Roberto Assis lors de son arrestation au Paraguay ©Maxppp

À 40 ans, Ronaldinho est très loin du milieu du football. Depuis quelques mois maintenant, l'ancien star brésilienne fait face à de graves problèmes judiciaires. En effet, Ronnie avait été arrêté en mars dernier avant d'être envoyé en détention provisoire puisqu'il était accusé d'avoir utilisé de faux papiers. Libéré au mois d'avril, l'ancien du Barça et du PSG était toutefois placé sous surveillance judiciaire à Asuncion. Et si récemment il pensait voir le bout du tunnel, il lui faudra encore patienter un peu.

Ce lundi, *Mundo Deportivo* que le 24 août pro-

chain aura lieu l'audience de Ronaldinho ainsi que de son frère Roberto (Assis). Celle-ci déterminera si les deux hommes seront libérés ou non suite à l'usage de faux passeports. C'est ce qu'a expliqué Gustavo Amarilla, le juge en charge du dossier. « Je viens de signer et l'audience se tiendra le 24 août à deux heures de l'après-midi dans l'une des salles de procès (...) Ils pourront retrouver leur liberté ou rester en état d'arrestation. Cela dépendra de ce qui se passera lors de l'audience ». Ronaldinho doit donc encore patienter deux semaines.

Dahbia Hattabi

## Juventus : Andrea Pirlo met Blaise Matuidi à la porte

Pour succéder à un Maurizio Sarri licencié au lendemain de l'élimination en 8e de finale de Ligue des Champions contre l'Olympique Lyonnais, la Juventus a misé sur Andrea Pirlo, initialement intronisé responsable des U23 il y a quelques jours. Et visiblement, la Vieille Dame compte bien procéder à un lifting estival pour offrir à son nouvel entraîneur un effectif renouvelé, capable de rebondir après une saison difficile, malgré un 9e scudetto de rang.

Selon *La Gazzetta dello Sport*, Blaise Matuidi (33 ans) pourrait être le premier à faire les frais de cette cure de jouvence de la Juve. Le milieu de terrain français ne semble pas entrer dans les plans du nouveau coach turinois, désireux d'injecter du sang neuf dans

ce secteur de jeu qu'il connaît sur le bout des doigts, avec des vues sérieuses sur Jorginho (Chelsea) et Sandro Tonali (Brescia).

Retrouvailles avec Beckham ?

L'international tricolore (84 sélections, 9 buts) se dirige donc tout droit vers un départ cet été. Mais le quotidien sportif au papier rose indique que l'ancien Parisien, qui perçoit 3,5 M€ par an dans le Piémont, ne sera même pas sur le marché. *La Gazzetta* explique en effet que ce dernier s'est déjà mis d'accord avec un club : l'Inter Miami.

La franchise de David Beckham, qu'il a côtoyé au Paris SG, serait toute proche d'un accord avec le champion du monde 2018. Le gaucher, un temps pisté par l'Olympique Lyonnais l'été passé, pourrait donc poursuivre sa carrière de l'autre côté de l'Atlantique. Andrea Pirlo ne le retiendra en tout cas pas.

# Kalev rattrapé par son passé de bourreau

Ancien directeur général de l'Anr (Agence nationale des renseignements) Kalev Mutond se refuse à reconnaître qu'il est un baobab dont les racines ont été rongées et qui n'attend plus que la chute de son tronc. Sous le régime de Joseph Kabila, il a été au centre de toutes les répressions dont s'est illustré le règne sanguinaire déchu à l'issue de la présidentielle de 2018.

Kalev Mutond a arrêté et fait arrêter, torturé et fait torturer, emprisonné et fait emprisonner, tué et fait tuer, au point qu'il avait été surnommé le tout puissant Kalev. Plus terroriste que lui on meurt.

Les familles civiles et militaires, les partis et regroupements politiques, les fonctionnaires jusqu'aux chefs coutumiers gardent des stigmates des exactions et autres crimes commis par cet agent spécial qui n'avaient des comptes à rendre qu'à son commanditaire, ci-devant l'ancien chef de l'Etat. Que des plaintes ont été formulées, d'autres déposées auprès de différentes instances par des représentants de ses nombreuses victimes à la chute du régime. Peut-être est-il arrivé le moment pour cet impitoyable bourreau des Congolais dans leur diversité de payer pour toutes les atrocités indicibles dont il se régaler en son temps. Cela est possible à la faveur des flots qui menacent le voilier battant pavillon Fcc-Cach.

D'ores et déjà, le tout puissant Kalev est désormais un citoyen. Il se serait fait virer de l'Anr après avoir pris part active à la marche organisée par sa famille politique le Pprd/Fcc. Par conséquent, il ne pouvait plus avoir droit à une garde policière en sa qualité de directeur sans

fonction à l'avènement du nouveau régime. Kalev Mutond s'est retrouvé dans la situation de tout citoyen ordinaire pouvant solliciter une garde policière. Dans son cas, le gouvernement a fixé des limites, notamment l'obligation de prendre à sa charge (1200 usd par mois pour chaque policier) les éléments de la police nationale congolaise dont le nombre ne devrait pas dépasser douze.

Tout se paye ici-bas, dit-on. Kalev Mutond, lentement mais sûrement, est en train d'être rattrapé par son passé. Le sang des victimes est en train de crier que justice soit faite. Des victimes innocentes, tels Rossy Tshimanga, Thérèse Kapangala et les nombreux combattants de l'Udps et autres partis l'opposition à Kinshasa et ailleurs sur le territoire national. Il devra répondre avec ses complices des massacres des civils dans le dossier Kamwina Nsapu au Kasai occidental.

Au Katanga, Kalev Mutond a joué un rôle de premier ordre dans le calvaire que Moise Katumbi a souffert dans sa chair jusqu'à l'exil forcé. Le tout puissant directeur général de l'Anr d'alors commandait tous les services de l'Etat. Le jugement inique qui a empêché l'ancien gouverneur de la province de participer à la présidentielle de 2018 a été obtenu sous la menace pressante des juges du tribunal de Kamalondo à Lubumbashi. Pour avoir révélé ce montage judiciaire d'une autre époque, la juge présidente de ce tribunal vit aujourd'hui en exil. Un autre juge, toujours à Lubumbashi, du nom de Mbuyi a été criblé d'une douzaine de balles pour avoir refusé de prononcer, sur ordre de Kalev Mutond, un faux jugement contre Moise Katumbi dans un autre montage judiciaire. Il

a eu la vie sauve grâce à une évacuation à l'étranger sous les auspices de l'Onu.

D'aucuns souhaitent une accélération du processus de la mise en accusation du tout puissant

aux fins de rendre justice à toutes ses victimes vivantes, mortes ou disparues.

LR

## Kalev Mutond révoqué pour sa participation à une manifestation du FCC?



Le site *congoactu.net* l'avait annoncé le 5 août, *scooprdc* l'a repris ce week-end et *24News* lundi: l'ancien patron de la redoutée Agence nationale de renseignement (ANR) sous Joseph Kabila aurait été révoqué en raison de sa participation à la manifestation du 23 juillet dernier organisée par le Front commun pour le Congo (FCC, kabiliste) afin de « soutenir la Constitution » et dénoncer les « dérives dictatoriales » du président Félix Tshisekedi. Un membre de l'ANR est tenu à la neutralité politique.

Kalev Mutond, 62 ans, a dirigé l'ANR de 2011 à 2019. Il avait été limogé de son poste en mars 2019 à la suite de l'accession à la Présidence de Félix Tshisekedi, en janvier 2019, conformément à un accord de partage de pouvoir entre ce dernier et son prédécesseur, Joseph Kabila, à l'issue d'élections dont les résultats détaillés n'ont jamais été publiés.

Considéré comme très proche de Joseph Kabila, il était resté dans le cadre de l'ANR, avec le statut de directeur, tandis que son adjoint, Inzun Kakiak, le remplaçait à la tête de l'agence.

Vêtu aux couleurs du FCC

En février dernier, Kalev Mutond avait été interpellé à l'aéroport de Ndjili (Kinshasa) au retour d'un voyage à l'étranger et accusé de détenir illégalement un passeport diplomatique; il le détenait en tant que « conseiller du Premier ministre » Sylvestre

Ilunga (FCC), mais ce dernier n'ayant pas encore nommé son cabinet, ce passeport était apparu abusif aux nouvelles autorités et il lui avait été confisqué. Une interdiction de quitter le pays avait été jointe à cette mesure.

Le 23 juillet dernier, celui qui s'était fait craindre durant des années pour sa férocité dans la répression des manifestations d'opposants s'était retrouvé avec les dirigeants du FCC, vêtu d'une chemise, d'une casquette et d'une écharpe aux couleurs de cette coalition politique, à la tête d'une manifestation contre le président de la République, Félix Tshisekedi, accusé de « dérives dictatoriales » après qu'il eut procédé à une série de nominations à l'armée sans le contreseing du Premier ministre (FCC) mais avec celui du ministre de l'Intérieur, issu de l'UDPS (tshisekediste).

Suppression d'une garde policière

Ce manquement à la neutralité exigée aurait valu à Kalev Mutond d'être révoqué la semaine dernière, ce qui lui fait perdre les divers avantages liés à son statut, selon *scooprdc*. Ce media ajoute qu'il aurait dû, pour y échapper, « formuler une demande de mise en disponibilité pour se désengager momentanément » de l'ANR.

La manifestation du 23 juillet n'est cependant pas la première expression publique de parti pris politique de Kalev Mutond. En mai

2019, après son remplacement à la tête de l'ANR, il avait ainsi mis en garde les « anciens camarades dans le pré-carré du président Joseph Kabila » qui « s'attaquent à Joseph Kabila », assurant « je ne resterai pas les bras croisés ».

Quoi qu'il en soit, le site *24News* a annoncé ce lundi que le ministre de l'Intérieur, Gilbert Kankonde (UDPS), a ordonné dimanche le retrait de 30 policiers commis à la sécurité de Kalev Mutond. Il aurait toutefois accédé à la demande de ce dernier de lui fournir 12 hommes en remplacement, à la condition qu'il paie ces hommes 1200 dollars par mois chacun.

Sanctions américaines et européennes

Kalev Mutond est l'objet, depuis décembre 2016, de sanctions des Etats-Unis pour son rôle dans la répression des manifestants qui protestaient contre la décision de Joseph Kabila de ne pas tenir les élections dues en décembre 2016. Ce dernier avait réussi à se maintenir, sous divers prétextes, deux ans de plus à la tête de l'Etat.

En mai 2017, l'Union européenne avait, elle aussi, adopté des sanctions contre le patron de l'ANR, pour les mêmes raisons.

Tout comme l'ex-ministre de la Justice de Kabila, Alexis Thambwé, aujourd'hui président du Sénat, Kalev Mutond fait en outre l'objet de poursuites aux Etats-Unis, par Darryl Lewis, qui fut conseiller sécurité de l'ex-gouverneur du Katanga, Moise Katumbi – rival politique de Joseph Kabila. L'Américain avait été arrêté d'avril à juin 2016 au Congo et, selon ses accusations, « torturé » en détention. La Cour suprême des Etats-Unis a refusé, le 29 juin dernier, d'examiner le recours des deux Congolais contre la décision d'une cour d'appel américaine rejetant leur immunité comme motif de se soustraire aux poursuites de Darryl Lewis. Cette cour d'appel a estimé que l'immunité ne s'applique pas en cas de poursuites à titre individuel et en matière civile. Le choix de la Cour suprême permet l'ouverture d'un procès.

Par Marie-France Cros.